

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1855 — 1856.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 11.

I. — PROMPTS RAPPORTS

pour la séance du vendredi 22 février 1856.

M. DE LIÈGE, 1^{er} rapporteur.

Numéros du Feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	10053. 10192.	Par pétition datée de Louvain, le 28 décembre 1855, Le conseil communal de Louvain demande la construc- tion d'un chemin de fer direct de Bruxelles à Louvain. Même demande de l'administration communale de Liège. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.
2.	10138.	Par pétition datée de Tervueren, le 22 janvier 1856, Le conseil communal de Tervueren demande que le chemin de fer direct de Bruxelles à Louvain passe par Tervueren. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la con- cession de plusieurs lignes de chemin de fer.
3.	10193.	Par pétition datée de Zoersel, le 2 février 1856, Le sieur Desforge demande que la priorité d'un chemin de fer direct de Bruxelles à Louvain lui soit conservée. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera char- gée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.

4. 10141. Par pétition datée de Diest, le 20 janvier 1856,
Le conseil communal de Diest demande que la concession d'un chemin de fer direct de Bruxelles à Louvain ne soit accordée que sous la condition de prolonger cette ligne jusqu'à Diest, et prie la Chambre, si elle accordait auparavant la concession d'une voie ferrée de Hasselt à Malines, de veiller à ce que Diest se trouve compris dans le parcours de cette voie. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.

M. VANDER DONCKT, 2^{me} rapporteur.

5. 10214. Par pétition datée de Lokeren, le 19 janvier 1856,
10173. Plusieurs négociants et industriels, à Lokeren, deman-
10207. dent l'abolition de la surtaxe à laquelle se trouve soumis
10232. le charbon du centre qui n'emprunte le canal de Charle-
roy qu'à partir de Seneffe.
Même demande de négociants en charbon, industriels et habitants de Louvain, Wetteren, Bruxelles, du conseil communal de Molenbeek-St-Jean, des sieurs Desmedt et C^e, d'industriels à Boom, Tamise, St-Nicolas, Lembecq, Hal, Ruysbroeck, Leeuw-St-Pierre et Tubise. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
6. 10014. Par pétition datée de St-Vaast, le 13 décembre 1855,
Les sieurs Warocqué, de Quanter, et autres exploitants de charbonnages du centre demandent que leurs produits ne soient plus assujettis à la surtaxe qu'ils payent pour leur transport par le canal de Charleroi à Bruxelles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

II. — RAPPORTS ORDINAIRES.

M. LAMBIN, 1^{er} rapporteur.

7. 10073. Par pétition datée du 6 décembre 1855,
10230. Les membres du conseil communal d'Erneuville, Hives, Ortho, Tenneville, demandent la construction d'une route entre les barrières de Champlon et de Houffalize.
Même demande des membres du conseil communal de Limerlé, Houffalize, Mont, Cherain, Mont-le-Ban, Tavi-gny et Mabompré. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

8. 10042. Par pétition datée de Feschaux , le 9 décembre 1855,
Des administrateurs communaux et des habitants du
canton de Beauraing demandent la construction d'une
route empierrée partant de Dion-le-Mont et reliant la
route de Marche sur Philippeville à celle de Ciney. —
Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

- M. DE LIÈGE, 2^{me} rapporteur.**

9. 10066. Par pétition datée de Mons, le 6 janvier 1856 ,
L'administration communale de Mons demande qu'il
soit apporté des modifications au système de division des
athénées en 4 classes, créé en vertu de la loi du 1^{er} juin
1850. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Inté-
rieur.

10. 10054. Par pétition datée du 2 janvier 1856 ,
Plusieurs propriétaires, exploitants et industriels de-
mandent l'exécution des travaux de canalisation de l'Our-
the. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux
publics.

11. 10204. Par pétition datée de Frasnes, le 20 décembre 1855,
Plusieurs propriétaires, cultivateurs et habitants de
Frasnes prient la Chambre d'accorder au sieur Lebeau
la concession d'un chemin de fer direct de Charleroy à
Bruxelles.
Même demande de propriétaires, cultivateurs et habi-
tants de Villers-Perwin, Houtain-le-Val, Sart-Dames-
Avelinnes, Rèves, Liberchies, Baisy-Thy et Mellet. —
Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée
d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plu-
sieurs lignes de chemin de fer.

12. 9991. Par pétition datée de Zoersel, le 14 décembre 1855,
Le sieur Desforge demande l'achèvement du canal de
jonction de la Meuse à l'Escaut par Saint-Job in't Goor, ou
du moins, provisoirement, le dégorgement des fossés de
la Campine et l'établissement de petits bateaux pour le
transport des engrais et des produits du sol. — Concl.
— Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

13. 9998. Par pétition datée de Jemeppe-sur-Sambre, le 10 dé-
cembre 1855.
Plusieurs habitants de Jemeppe-sur-Sambre deman-
dent que l'existence des fabriques de produits chimiques
soit régularisée par des autorisations suffisantes ; que les

appareils de ces établissements soient modifiés de manière à ce qu'il ne sorte plus des usines des émanations nuisibles à la santé des hommes, aux récoltes et aux arbres, et qu'il soit procédé à l'estimation des dommages causés par la fabrique de produits chimiques d'Auvelais. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. DE RUDDERE DE TE LOKEREN, 3^{me} rapporteur.

14. 10223. Par pétition datée de Braine-le-Comte, le 1^{er} février 1856,
Les bourgmestre, échevins, membres du conseil communal et des négociants et industriels de Braine-le-Comte prient la Chambre d'accorder au sieur Tarte la concession d'un chemin de fer de Braine-le-Comte à Courtrai par Enghien, Renaix et Avelghem. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.
15. 10227. Par pétition datée de Grootenberghe, le 9 février 1856,
Les membres du conseil communal de Grootenberghe prient la Chambre de décréter la construction d'un chemin de fer de Braine-le-Comte à Gand par Enghien, Grammont et Sotteghem, ou de toute autre ligne dont la concession est demandée et qui aurait pour point de départ le bassin houiller du centre. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.
16. 10209. Par pétition datée de Hasselt, le 8 février 1856,
Le sieur Gelaes réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la somme due à titre de prime à feu le remplaçant Vandermeerskant dont il est héritier. — Concl. — Ordre du jour.
17. 10169. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 30 janvier 1856,
Le sieur Stevens présente des observations sur les péages perçus par la compagnie du chemin de fer du Luxembourg. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
18. 10144. Par pétition datée de Termes, le 25 janvier 1856,
Le sieur Laforet, ancien préposé des douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans ses

fonctions, sinon pour obtenir la remise d'une somme qu'il a payée à titre de frais d'enregistrement et d'inscriptions hypothécaires au sujet d'une donation qui est devenue caduque. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

19. 10134. Par pétition sans date,
Des habitants de Plancenoit prient la Chambre d'accorder au sieur Lebeau la concession d'un chemin de fer de Charleroi à Bruxelles. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.
20. 10151. Par pétition datée de Chatelineau, le 10 décembre 1855,
Des habitants, industriels et commerçants de Chatelineau prient la Chambre d'accorder au sieur Lebeau la concession d'un chemin de fer direct de Charleroy et Chatelineau à Bruxelles, avec embranchements industriels. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.
21. 10221. Par pétition datée de Gosselies, le 29 janvier 1856,
Un grand nombre d'habitants de Gosselies demandent l'exécution des chemins de fer proposés par le sieur Lebeau et par la compagnie Dupont-Houtart. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi relatif à la concession de plusieurs lignes de chemin de fer.
22. 10123. Par pétition datée d'Anvers, le 22 janvier 1856,
Le sieur Van Sulper demande que la transcription exigée par l'art. 1^{er} de la loi hypothécaire soit restreinte, quant aux actes de liquidation et de partage, à la description des immeubles et aux clauses et conditions qui s'y rattachent. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
23. 10090. Par pétition datée de Courtrai, le 12 janvier 1856,
Le sieur Buyse demande qu'il lui soit donné un défenseur dans une contestation judiciaire. — Concl. — Ordre du jour.

